

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

**AMENDEMENT**

N ° II-2002

présenté par

M. Fernandes, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

-----

**ARTICLE 42****ÉTAT B****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

| Programmes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | +           | -           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Infrastructures et services de transports                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 0           | 0           |
| Affaires maritimes, pêche et aquaculture                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 0           | 0           |
| Paysages, eau et biodiversité                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 0           | 0           |
| Expertise, information géographique et météorologie                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 0           | 0           |
| Prévention des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 0           | 0           |
| Énergie, climat et après-mines                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 0           | 0           |
| Service public de l'énergie                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 0           | 456 050 100 |
| Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables                                                                                                                                                                                                                                         | 0           | 0           |
| Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires                                                                                                                                                                                                                                                                  | 0           | 0           |
| Sûreté nucléaire et radioprotection                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 0           | 0           |
| Fonds finançant le déstockage maximal du site de Stocamine en mettant la priorité sur les déchets toxiques, sans fixer de limites a priori, avec des garanties de sécurité optimale pour les intervenants, sous la conduite d'un opérateur de confiance et le contrôle de la commission de suivi de site (CSS) <i>(ligne nouvelle)</i> | 456 050 100 | 0           |
| <b>TOTAUX</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 456 050 100 | 456 050 100 |
| <b>SOLDE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 0           |             |

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Avec cet amendement, les député.es LFI-NFP souhaitent que des crédits soient alloués au financement du déstockage du site d'enfouissement des déchets dangereux de Stocamine.

Ce montant a été évalué par le cabinet Antea Group dans une étude technique et financière sur la faisabilité de différents scénarios de déstockage publié le 28 octobre 2020. Le déstockage (scénario 2 de l'étude) est estimé à 456 050 100 euros et comprend les montants de l'entretien minier régulier du site, l'entretien des équipements du site, les charges du site, les aménagements au jour et au fond, l'approvisionnement des équipements nouveaux, la mise à niveau des équipements du site, les opérations de déstockage et de conditionnement, l'éliminations des déchets et le confinement du site.

Cet amendement propose la création d'un nouveau programme : « Fonds finançant le déstockage maximal du site de Stocamine en mettant la priorité sur les déchets toxiques, sans fixer de limites a priori, avec des garanties de sécurité optimale pour les intervenants, sous la conduite d'un opérateur de confiance et le contrôle de la commission de suivi de site (CSS) ». Il sera abondé à hauteur de 456 050 100 millions d'euros (en AE et CP) par des crédits issus de l'action 10-01 « Soutien à l'injection de biométhane » du programme 345 « Service public de l'énergie ». Les député.es LFI-NFP appellent le Gouvernement à lever le gage.